



## Arrêt

**n° 294 492 du 21 septembre 2023**  
**dans l'affaire X / I**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître M. da CUNHA FERREIRA**  
**Rue Xavier de Bue 26**  
**1180 BRUXELLES**

**Contre :**

**l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration**

### **LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA 1<sup>ère</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 19 novembre 2022, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et à l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour, ainsi que de l'ordre de quitter le territoire, pris le 7 septembre 2022.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 27 mars 2023 convoquant les parties à l'audience du 21 avril 2023.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. MUBERANZIZA *loco* Me M. da CUNHA FERREIRA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me L. RAUX *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

1.1. La partie requérante est arrivée sur le territoire belge à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer.

1.2. Le 6 juillet 2013, elle a fait l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger dressé par la police locale d'Etterbeek (zone Montgomery), et un ordre de quitter le territoire a été délivré à son encontre (annexe 13).

1.3. Le 23 juillet 2021, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Cette demande a été complétée en dates du 29 octobre 2021, du 1<sup>er</sup> juin 2022 ainsi que du 2 septembre 2022.

Le 7 septembre 2022, la partie défenderesse a déclaré cette demande irrecevable et a délivré un ordre de quitter le territoire à l'encontre de la partie requérante (annexe 13). Ces décisions, qui lui ont été notifiées le 24 octobre 2022, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

- S'agissant de la décision d'irrecevabilité de la demande introduite sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 (le premier acte attaqué) :

**« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.**

*Monsieur [R.A.] déclare se trouver sur le territoire belge depuis au moins 2013 mais ne produit pas de visa. Il s'est installé en Belgique de manière illégale sans déclarer ni son entrée ni son séjour auprès des autorités compétentes. Depuis lors, l'intéressé séjourne sur le territoire sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la demande introduite sur la base de l'article 9bis.*

*L'intéressé n'allègue pas qu'il aurait été dans l'impossibilité, avant de quitter le Maroc, de s'y procurer auprès de l'autorité compétente les autorisations de séjour requises nécessaires à son séjour en Belgique. En outre, Monsieur [R.A.] s'est vu notifier un ordre de quitter le territoire (annexe 13) le 6.07.2013 et n'y a jamais obtempéré.*

*Il s'ensuit que l'intéressé s'est mis lui-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire et est resté délibérément dans cette situation, de sorte qu'il est à l'origine du préjudice qu'il invoque (Conseil d'Etat, arrêt n°132.221 du 09.06.2004).*

*A l'appui de sa demande de séjour, Monsieur [R.A.] invoque son long séjour et son intégration sur le territoire depuis au moins 2013, son ancrage durable. Il présente au moins sept témoignages, de son beau-frère et d'amis ou connaissances, de son médecin et d'une formatrice en langue, qui le décrivent comme une personne agréable, voulant s'intégrer, mature, respectueuse, débrouillarde, sympathique, très compétente ; il produit des preuves de paiement d'abonnements Stib 2013-2014, des attestations de suivi de formations FLE auprès de l'ASBL [X.] 2013-2014, de Bruxelles Laïque 2018-2020, des attestations de suivi de [H.] centre de jour et de [S.] aide aux primo-arrivants à Molenbeek-Saint-Jean, et également une attestation de suivi d'une formation en électricité avec réussite de plusieurs modules pour l'année 2021-2022, auprès de l'Institut Marguerite Massart à Bruxelles.*

*Par ailleurs, Monsieur [R.A.] met en avant la situation économique et l'atteinte continue aux droits de l'homme en cours au Maroc, ainsi que la situation sanitaire due à la pandémie de Covid-19, comme rendant difficile un retour au pays d'origine en vue d'y introduire les autorisations de séjour requises.*

*Egalement, l'intéressé invoque le respect de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, arguant de sa vie familiale et privée en Belgique et de sa relation affective avec une personne demandeuse de protection internationale ; il prétend que sa sphère personnelle et tous ses efforts d'intégration seraient menacés, voire anéantis, en cas de retour au Maroc, où l'obtention d'un titre de séjour serait seulement éventuelle, ce qui romprait les liens affectifs, familiaux et privés tissés en Belgique et constituerait une ingérence disproportionnée, en l'absence de besoin social impérieux.*

*Monsieur [R.A.] rappelle aussi n'avoir pas causé de trouble à l'ordre public.*

*Enfin, il assure être une force réelle pour l'économie belge dans des métiers en pénurie, grâce à sa formation de boulanger-pâtissier (métier qu'il exerçait au Maroc) et à sa formation en électricité suivie en Belgique et indique qu'il s'était vu refuser un permis unique en 2020 comme boulanger-pâtissier pour cause d'absence de titre de séjour (décision [X] SPR Bruxelles) ; il présente une promesse d'embauche (non signée) du 20.08.2021 de la boulangerie [D.] à Rixensart.*

*Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on n'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées*

*lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que la longueur du séjour et son intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (Conseil d'Etat - Arrêt n° 100.223 du 24.10.2001). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26.11.2002).*

*Notons aussi que les éléments liés au séjour et à l'intégration qui sont invoqués par l'intéressé, notamment les formations en langue, le suivi de cours d'électricité, et ses contacts avec des associations, sont des renseignements tendant éventuellement à prouver la volonté de celui-ci de séjourner sur le territoire belge, mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer temporairement dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour. En effet, le fait pour Monsieur [R.A.] d'avoir noué des attaches durables sur le territoire belge est la situation normale de toute personne dont le séjour dans un pays s'est prolongé, et ne présente pas un caractère exceptionnel.*

*Par ailleurs, l'existence d'une famille en Belgique (la sœur de l'intéressé, son beau-frère et ses neveux avec lesquels il entretient d'excellentes relations) et d'une relation affective avec une personne séjournant en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant de retourner dans son pays pour le faire (Conseil d'Etat arrêt n°120.020 du 27.05.2003).*

*Pour ce qui concerne l'allusion au caractère éventuel de l'obtention d'un permis de séjour au pays d'origine pour y lever les autorisations requises, il ne peut être attendu de l'Office des Etrangers qu'il se prononce dès maintenant sur la suite qui sera donnée à une demande qui n'a pas encore été introduite. Le fait de formuler une déclaration de principe sur le sort qui sera réservé à sa future demande d'autorisation de séjour constitue pour le demandeur une assertion prématurée. Force est de constater que nul ne peut préjuger du sort qui sera réservé à ce dossier lorsqu'il sera examiné au fond suite à une demande formulée auprès du poste diplomatique belge du pays d'origine (CCE, arrêt de rejet n° 202.168 du 10.04.2018).*

*Quant à la situation économique, la pauvreté, et les atteintes aux droits de l'homme au Maroc alléguées par l'intéressé, celui-ci doit démontrer le rapport entre sa situation personnelle et une situation générale au pays d'origine (CCE, arrêt de rejet 247.798 du 20.01.2021).*

*S'il n'est pas exigé par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 que les circonstances exceptionnelles soient directement liées au demandeur de sorte qu'une situation générale existant dans le pays d'origine ne peut être rejetée, au titre de circonstance exceptionnelle, sur la seule constatation de ce caractère de généralité, il incombe toutefois à celui qui invoque une circonstance qu'il qualifie d'exceptionnelle de démontrer en quoi les éléments invoqués présentent ce caractère exceptionnel au regard de sa propre situation.*

*Il en résulte que la partie requérante ne peut se contenter d'invoquer une situation généralisée au pays d'origine, mais doit fournir un récit précis, complet et détaillé des faits en vertu desquels elle estime qu'un retour dans son pays d'origine est impossible en ce qui le concerne. Il faut bien constater à la lecture de la demande que Monsieur [R.A.] s'est contenté d'invoquer de manière générale la situation du pays d'origine.*

*Par ailleurs, pour ce qui concerne la situation sanitaire et le peu de vaccinations contre le Covid-19 au Maroc, relevons que la crise sanitaire actuelle a une portée mondiale, que cette crise n'empêche pas le requérant de se déplacer vers son pays d'origine demander les autorisations requises dans le respect des gestes barrières et des mesures prises par le gouvernement en place pour la lutte contre la Covid 19.*

*De plus, notons que les frontières de la Belgique et du Maroc sont actuellement ouvertes et que les voyages sont autorisés. Relevons enfin que les mesures prises ne sont pas définitives et évoluent dans le temps.*

*L'allusion à une situation générale n'étant pas suffisante pour entraîner ipso facto l'existence d'une circonstance exceptionnelle, il incombe à l'intéressé d'étayer son argumentation. Ceci ne constitue pas une circonstance exceptionnelle.*

Quant à l'invocation par l'intéressé du respect de sa vie familiale et privée en se référant à l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales en raison des attaches sociales, familiales et affectives (sic) établies en Belgique, menacées, voire anéanties en cas de retour au Maroc, ce qui constituerait une ingérence de l'Etat dans l'exercice du droit à la vie privée et familiale, en plus d'être disproportionnée : ces éléments ne peuvent constituer une circonstance exceptionnelle car Monsieur [R.A.] reste en défaut d'exposer en quoi l'obligation pour lui de rentrer dans son pays d'origine aux fins d'y lever les autorisations requises, serait disproportionnée, alors que l'accomplissement des formalités auprès du poste diplomatique compétent n'oblige pas l'étranger à séjourner dans le pays où ce poste est installé mais implique seulement qu'il doit s'y rendre temporairement pour y accomplir les formalités requises. Il en découle qu'en principe cet accomplissement ne constitue pas, au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, une ingérence dans la vie privée et familiale de l'étranger ou que, si ingérence il y a, elle est nécessairement proportionnée puisqu'il n'est imposé à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour plus de trois mois. (CCE arrêt 108 675 du 29.08.2013). Notons qu'il a déjà été jugé par le Conseil du Contentieux des Etrangers « que ledit article ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire ; qu'en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit récompensée ; que rien ne permet de soutenir que cette obligation serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans la vie privée et familiale de la partie requérante et qui trouve son origine dans son propre comportement (C.E., 25.04.2007, n°170.486).

Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, « si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque les requérants ont tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'ils ne pouvaient ignorer la précarité qui en découlait ». (CCE, arrêt n° 36.958 du 13.01.2010).

Quant au fait que le requérant n'ait jamais eu de problème d'ordre public, cet élément ne constitue pas raisonnablement une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays, étant donné que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun et qu'il s'agit même d'une condition nécessaire à quelque autorisation de séjour que ce soit. Soulignons toutefois que le fait de résider illégalement en Belgique constitue une infraction à la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Enfin, l'exercice d'une activité professionnelle à venir n'est pas un élément révélateur d'une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans le pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour, et ne peut dès lors constituer une circonstance exceptionnelle. Notons que Monsieur [R.A.] ne dispose à l'heure actuelle d'aucun droit pour exercer une activité professionnelle en Belgique sous le couvert d'une autorisation ad hoc. La promesse d'embauche produite ne permet pas d'établir l'existence d'une circonstance exceptionnelle. Enfin, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, non seulement l'existence de relations professionnelles dans le chef d'un demandeur ne constitue pas en soi une circonstance exceptionnelle (voir C.E., arrêt n0157.962 du 26 avril 2006) mais encore même l'exercice d'un travail saisonnier (voir CE, arrêt n°110.548 du 23 septembre 2002), d'un travail sous contrat à durée déterminée (Voir C.E., arrêt n°88.152 du 21 juin 2000), d'un travail bénévole (voir CE., arrêt n°114.155 du 27 décembre 2002) ou d'un quelconque travail, sans posséder les autorisations requises à cet effet (voir C.E., arrêt n°22.864 du 15 septembre 2003), ne doit pas être analysé comme une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant particulièrement difficile un retour dans le pays d'origine. En outre, il a déjà été jugé dans un cas similaire que « ne constituent pas de telles circonstances (exceptionnelles) ni l'intégration socioprofessionnelle du requérant, spécialement alors que la signature des contrats de travail était subordonnée à la régularité de son séjour, ni la longueur de leur séjour sur le territoire » (voir CE., arrêt n° 125.224 du 07/11/2003).

*Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire au pays d'origine.*

*Quant au fait que la pénurie de main d'œuvre sévit dans son domaine d'activité (la boulangerie-pâtisserie et l'électricité) : s'il est vrai que l'article 8 de l'Arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers stipule : « L'autorisation d'occupation n'est accordée que s'il n'est pas possible de trouver parmi les travailleurs appartenant au marché de l'emploi un travailleur apte à occuper de façon satisfaisante et dans un délai raisonnable, même au moyen d'une formation professionnelle adéquate, l'emploi envisagé », il importe cependant de mettre en balance cet élément. En effet l'article 4 paragraphe 1 de la Loi relative à l'occupation des travailleurs étrangers du 30 avril 1999 prévoit : « L'employeur qui souhaite occuper un travailleur étranger doit, au préalable, obtenir l'autorisation d'occupation de l'autorité compétente. L'employeur ne peut utiliser les services de ce travailleur que dans les limites fixées par cette autorisation » Le paragraphe 2 du même article précise « L'autorisation d'occupation n'est pas accordée lorsque le ressortissant étranger a pénétré en Belgique en vue d'y être occupé avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation ». En outre, pour fournir des prestations de travail, le travailleur étranger doit préalablement avoir obtenu un permis de travail de l'autorité compétente (Art.5 de la loi du 30 avril 1999). Dès lors, la pénurie de main d'œuvre dans un secteur (quel qu'il soit) ne dispense en rien de se soumettre à la législation en vigueur concernant l'accès au territoire. Ce motif ne peut donc être retenu au bénéfice de l'intéressé.*

*En conclusion, l'intéressé ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable.*

*Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique».*

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire (le deuxième acte attaqué) :

#### **« MOTIF DE LA DECISION :**

*L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :*

***En vertu de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 : Monsieur [R.A.] déclare se trouver sur le territoire depuis au moins 2013, mais ne nous présente pas de visa ».***

## **2. Exposé des moyens d'annulation.**

2.1.1. La partie requérante prend un premier moyen, contre le premier acte attaqué, de la violation « des articles 9bis et 13 de la loi du 15 décembre 1980 et de la violation de l'obligation de motivation formelle des actes administratifs de l'article 62 de la loi du 15.12.1980 et des articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'excès de pouvoir, la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration, et de la violation notamment des articles 8 de la CEDH approuvés par la loi du 15.05.1955, de l'article 22 de la Constitution belge, du principe général selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant en considération tous les éléments pertinents de la cause, du principe de bonne administration, du principe général de prudence et de proportionnalité, et de l'autorité de la chose jugée, pris ensemble ou isolément ».

2.1.2. Dans une « première branche », en réalité unique, la partie requérante fait reproche à la partie défenderesse d'avoir indiqué qu'elle est responsable de sa propre situation administrative et qu'elle a fait le choix de l'illégalité, soulignant que l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 ne mentionne pas le séjour légal en tant que condition et que cette situation d'illégalité ne saurait exclure les arguments liés à son long séjour et son intégration en Belgique, en sorte que la partie défenderesse

se devait de les prendre en considération et de motiver quant aux raisons pour lesquelles ils n'étaient pas retenus.

Elle fait valoir que, ce faisant, la partie défenderesse ajoute une condition à l'article 9bis susvisé.

Après s'être référée à un arrêt de la Cour de cassation et à de la jurisprudence du Conseil, la partie requérante fait valoir que la partie défenderesse ne pouvait dès lors déclarer purement et simplement la demande d'autorisation de séjour irrecevable en invoquant le caractère illégal de son séjour, sous peine de vider l'article 9bis précité de son application, outre l'adoption d'une motivation erronée.

Après avoir reproduit le prescrit de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, elle rappelle qu'il n'existe pas de définition des « circonstances exceptionnelles » visées par cette disposition. La partie requérante soutient que le premier acte attaqué ne lui permet pas de comprendre les raisons pour lesquelles les arguments invoqués dans sa demande ne sont pas constitutifs d'une telle circonstance, et ce, alors que la partie défenderesse reconnaît sa parfaite intégration et ses compétences professionnelles dans un secteur en pénurie.

Elle soutient que la partie défenderesse, sans aucune définition ou critère, limite l'article 9bis à l'impossibilité de retour « *ou en précisant que le requérant est responsable de sa situation administrative* ».

La partie requérante fait en outre valoir que l'ancrage durable est également retenu au titre de circonstances exceptionnelles notamment par la jurisprudence du Conseil de céans.

Elle expose ensuite que le Tribunal de première instance de Liège a posé une question préjudicielle à la CJUE. Après l'avoir reproduite, la partie requérante précise que cette question a été rejetée par la CJUE en raison de son manque de clarté mais qu'elle a « *eu le mérite d'être posée* » et qu'elle le sera probablement à nouveau par la juridiction liégeoise sur la base des critiques formulées par la CJUE. Elle estime que la critique y formulée à l'encontre de l'article 9bis susvisé, en ce qu'il ne répond pas au droit de l'Union européenne, est fondée, dès lors que cet article ne contient pas de critère, si ce n'est de laisser « *un seul et unique pouvoir discrétionnaire à l'Etat* ».

Elle indique avoir fait valoir une série d'éléments pouvant justifiant l'existence de circonstances exceptionnelles. Il en va ainsi de son long séjour et son intégration, de la présence de sa famille en Belgique, de sa « *valeur travail dans un secteur en pénurie* », ainsi que de l'absence de trouble à l'ordre public.

Elle affirme ne pas comprendre le premier acte attaqué en ce qu'il admet qu'elle pourrait travailler dans un secteur en pénurie mais qu'elle ne dispose pas de titre de séjour pour postuler.

La partie requérante fait également grief à la partie défenderesse d'avoir adopté une mesure disproportionnée en voulant la contraindre à effectuer un aller-retour dans son pays d'origine, en période de crises énergétique et écologique.

Elle estime qu'il aurait été plus judicieux, au regard du principe de bonne administration, de déclarer la demande recevable et fondée en prévoyant une « *clause usuelle de contraindre le requérant de trouver un emploi dans l'année* ». Elle ajoute que vu sa proposition d'un emploi dans une boulangerie, secteur en pénurie, elle exercerait déjà une activité professionnelle.

La partie requérante fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir motivé sa décision quant au délai de douze mois pour statuer sur sa demande. Elle rappelle enfin que la décision ne semble avoir été prise qu'à la suite de l'envoi à la partie défenderesse d'un courriel rédigé par son conseil.

2.2. La partie requérante prend un second moyen, dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, de la violation « *[des] articles 7, 62, 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers* », « *[des] articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relatifs à la motivation formelle des actes administratifs* », « *[de] l'erreur manifeste d'appréciation, du devoir de minutie et de prudence en tant que composantes du principe de bonne administration* »,

« [de] l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et 22 de la Constitution » ainsi que « [des] articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'Homme ».

2.2.1. Dans une « *première branche* », en réalité unique, la partie requérante reproduit le prescrit de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, soulignant qu'il résulte de cette disposition que la partie défenderesse doit motiver l'ordre de quitter le territoire « *ou à tout le moins, faire le constat de l'illégalité du séjour de l'étranger* ». Elle renvoie à une jurisprudence du Conseil selon lequel la partie défenderesse devait se prononcer sur l'illégalité du séjour de l'étranger, *quod non en l'espèce*, avant de notifier un ordre de quitter le territoire sous peine de violer le principe de motivation formelle des actes administratifs.

Elle rappelle que la partie défenderesse doit respecter les droits fondamentaux tels que garantis par l'article 8 de la CEDH et soutient que cette dernière ne « *s'est pas prononcée sur cette question* », d'autant qu'elle la contraint à un retour dans son pays d'origine, retour impliquant une séparation d'une durée indéterminée et méconnaissant le droit visé par cette disposition.

Elle ajoute qu'il ressort de la décision attaquée qu'elle n'a pas été auditionnée avant la prise de ladite décision, laquelle « *ne contient aucune motivation* ». Après avoir procédé à un rappel jurisprudentiel relatif au principe *audi alteram partem*, la partie requérante soutient que le droit à être entendu est également garanti par l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Elle précise qu'il ressort de la jurisprudence de la CJUE que les principes consacrés par cette disposition vouent à s'appliquer non seulement aux institutions européennes mais également aux organes des Etats membres, avant de reproduire des extraits d'arrêts rendus par ladite juridiction. La partie requérante fait valoir que la décision d'éloignement entreprise « *rentre dans le champ d'application du droit européen et notamment de la directive 2008/115/CE* ».

Elle déduit de ces principes que la partie défenderesse aurait dû lui permettre d'être entendue avant la prise du deuxième acte attaqué, affirmant que cette audition lui aurait permis d'attirer l'attention de la partie défenderesse sur l'application de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 à l'ordre de quitter le territoire envisagé, ainsi que sur l'intégration et sa vie privée au sens de l'article 8 de la CEDH. Elle conclut qu'à défaut d'une telle audition, la partie défenderesse ne lui a pas laissé l'opportunité de faire valoir ses observations, et ce, en violation de son droit à la défense et à l'audition préalable. Elle renvoie à l'arrêt n° 251.232 rendu par le Conseil de céans le 23 décembre 2021, ainsi qu'à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 253.942 du 9 juin 2022. Elle soutient que l'ordre de quitter le territoire ne contient pas d'exposé des motifs, d'explication du respect des exigences de l'article 74/13 ni de motivation spécifique, et se réfère à une jurisprudence du Conseil d'Etat.

### **3. Discussion.**

#### **3.1. En ce qui concerne le premier acte attaqué**

3.1.1. Sur le premier moyen, le Conseil observe que la partie requérante reste en défaut d'identifier le principe «de bonne administration» qu'elle estime violé en l'espèce, ceci alors même que le Conseil d'Etat a déjà jugé, dans une jurisprudence à laquelle le Conseil se rallie, que « le principe général de bonne administration n'a pas de contenu précis et ne peut donc, à défaut d'indication plus circonstanciée, fonder l'annulation d'un acte administratif » (C.E., arrêt n° 188.251 du 27 novembre 2008).

Le moyen est en conséquence irrecevable à cet égard.

3.1.2. Le Conseil rappelle également à titre liminaire que l'excès de pouvoir n'est pas un fondement d'annulation mais une cause générique d'annulation (article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980).

Il ne s'agit donc pas d'un moyen au sens de l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980.

En ce qu'il est pris de l'excès de pouvoir, le moyen est dès lors irrecevable.

3.1.3. Sur le reste du premier moyen, le Conseil rappelle qu'aux termes des articles 9 et 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite par l'étranger auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure. L'existence de circonstances exceptionnelles est une condition de recevabilité de la demande par laquelle l'étranger sollicite l'autorisation de séjour de plus de trois mois en Belgique.

Ce n'est que lorsqu'il a admis l'existence de circonstances exceptionnelles, que le Ministre ou son délégué examine si les raisons invoquées par l'intéressé pour obtenir une autorisation de séjour de plus de trois mois en Belgique sont fondées.

Les circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, ne sont pas des circonstances de force majeure, mais des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour dans le pays où se trouve le poste diplomatique compétent pour les intéressés, pour y introduire leur demande. Le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement.

Quant au contrôle de légalité, le Conseil rappelle qu'il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n° 147.344). Dans ce même cadre, il lui appartient notamment de vérifier si la partie défenderesse a respecté les obligations qui lui incombent, notamment, en termes de motivation des actes administratifs.

À cet égard, il importe de rappeler que, si l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité en vertu de diverses dispositions légales, n'implique nullement la réfutation détaillée de chaque argument avancé à l'appui de la demande dont elle est saisie, elle comporte, néanmoins, l'obligation d'informer le demandeur des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué et ce, aux termes d'une motivation qui réponde, fût-ce de façon implicite mais certaine, à ses arguments essentiels.

3.1.4. En ce que la partie requérante fait grief à la partie défenderesse d'avoir indiqué qu'elle est responsable de sa propre situation administrative et a fait le choix de l'illégalité, le Conseil relève que le grief selon lequel la partie défenderesse n'aurait pas respecté le prescrit de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 en le « *vidant de son application* », en y ajoutant une condition, n'est pas fondé. En effet, le Conseil constate en premier lieu que les premières lignes de la décision consistent davantage en un résumé du parcours administratif et factuel emprunté par la partie requérante qu'en un motif fondant la première décision attaquée. Il convient de préciser que si rien n'empêche la partie défenderesse de faire d'emblée le constat que la partie requérante s'est mise elle-même dans une situation de séjour illégal, en sorte qu'elle est à l'origine du préjudice qu'elle invoque en cas d'éloignement du territoire, il lui incombe en tout état de cause de répondre, par ailleurs, de façon adéquate et suffisante, aux principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour et de les examiner dans le cadre légal qui lui est soumis, ce qui a été respecté en l'espèce.

En particulier, la partie requérante ne saurait être suivie en ce qu'elle reproche à la partie défenderesse d'avoir écarté les éléments liés à la longueur du séjour et à son intégration en raison du caractère irrégulier de celui-ci, dès lors que la partie défenderesse a motivé sa décision de manière circonstanciée et conforme au prescrit de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 en indiquant que les différents éléments invoqués dans ce cadre tendent à prouver la volonté de la partie requérante de séjourner sur le territoire belge mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour.

Le Conseil relève que si la partie requérante reproche à la partie défenderesse d'avoir uniquement retenu une impossibilité de retour au pays d'origine, elle est toutefois en défaut d'identifier plus

précisément le ou les motifs concernés, en sorte que sa critique est trop imprécise pour conduire à un constat d'illégalité de la décision attaquée à cet égard.

Il convient de rappeler que le long séjour et l'intégration qui en découle ne constituent pas, en soi, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 et que l'obligation de retourner dans le pays d'origine pour y introduire une demande d'autorisation de séjour n'implique pas une rupture des relations familiales ou privées mais seulement un éventuel éloignement temporaire du milieu belge. Il en résulte qu'en principe, la mesure contestée ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans la vie privée ou familiale de l'intéressé.

Quant à l'invocation de l'arrêt de la Cour de Cassation du 26 mars 2009, le Conseil ne peut que constater qu'il n'est pas pertinent en l'espèce puisque la partie défenderesse ne déclare pas la demande irrecevable en raison du séjour illégal de la partie requérante, mais parce qu'elle estime que celle-ci ne peut se prévaloir d'une circonstance exceptionnelle en l'espèce, pour des motifs que la partie requérante est en défaut de contester utilement.

S'agissant enfin de la question préjudicielle posée à la CJUE par le Tribunal de première instance, le Conseil observe que, dans son arrêt n° 239.999 du 28 novembre 2017, le Conseil d'Etat a estimé que « l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE n'a pas pour objet d'imposer aux États membres de prévoir dans leur droit interne la possibilité d'accorder un droit de séjour pour des motifs charitables, humanitaires ou autres. Cette disposition ne prescrit pas d'obligation aux États membres mais leur offre seulement [...] la faculté de déroger à l'obligation que leur impose l'article 6.1 de la directive précitée. En effet, l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE aménage une exception à l'obligation qui est prescrite par le paragraphe 1er du même article et qui impose aux États membres d'adopter une décision de retour à l'encontre de tout ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur leur territoire. L'article 6.1 de la directive 2008/115/CE prévoit effectivement que les « État[s] membres prennent une décision de retour à l'encontre de tout ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur leur territoire, sans préjudice des exceptions visées aux paragraphes 2 à 5 ». L'exception, organisée par le paragraphe 4 de l'article 6, permet aux États membres de ne pas prendre de décision de retour ainsi que de suspendre ou d'annuler une telle décision déjà adoptée lorsqu'ils décident d'octroyer un droit de séjour pour des motifs charitables, humanitaires ou autres à un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire» (le Conseil souligne). Le Conseil se rallie à ce raisonnement et considère que l'indication de l'article 9, notamment, de la loi du 15 décembre 1980, dans le tableau de correspondance entre la Directive 2008/115 et les mesures nationales de transposition, ne suffit pas à établir le contraire. En effet, quand bien même le Législateur aurait estimé que ladite disposition participe à la transposition de la directive précitée, il n'en demeurerait pas moins que l'article 6.4. de la Directive 2008/115/CE a pour seul objet d'aménager une exception à l'obligation, prescrite aux États membres par l'article 6.1. de la même directive, de prendre une décision de retour.

3.1.5. S'agissant des compétences professionnelles de la partie requérante dans un secteur en pénurie, ainsi que de l'échec de sa procédure destinée à obtenir l'autorisation de travailler, en ce que la partie requérante affirme ne pas saisir la motivation du premier acte attaqué alors qu'il est admis qu'elle pourrait travailler dans un secteur en pénurie mais qu'elle ne dispose pas du titre de séjour nécessaire pour postuler, le Conseil constate que la partie requérante procède à une mauvaise lecture du premier acte querellé, la partie défenderesse ayant précisé qu'elle ne pourrait en tout état de cause bénéficier d'une autorisation d'occupation accordée à son employeur dès lors que celle-ci n'est pas accordée lorsque l'étranger a pénétré sur le territoire en vue d'y être occupé avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation, ainsi qu'il est prévu par l'article 5 de la loi du 30 avril 1999, motivation précise qui n'est pas contestée par la partie requérante en termes de recours.

3.1.6. Quant au défaut de motivation allégué au sujet de la durée du traitement de la demande, le Conseil entend rappeler que l'écoulement d'un délai, même déraisonnable, dans le traitement d'un dossier, n'a pas pour effet d'entraîner la naissance d'un quelconque droit au séjour. A supposer même que l'écoulement du temps décrit par la partie requérante puisse être qualifié de retard et que ce retard puisse être jugé constitutif d'une faute dans le chef de la première partie défenderesse, il n'entrerait toutefois pas dans la compétence du juge de l'excès de pouvoir de lui reconnaître ce

caractère ni de décider de quelle façon le préjudice causé par cette faute devrait être prévenu ou réparé.

3.1.7. Quant au prétendu caractère disproportionné de la décision attaquée qui contraindrait la partie requérante à effectuer un aller-retour dans son pays d'origine pour lever les autorisations requises en période de crises énergétique et écologique, en sorte qu'il aurait été plus judicieux de lui accorder l'autorisation de séjour nécessaire en Belgique, le Conseil observe que ce faisant la partie requérante, d'une part, tente d'amener le Conseil à se prononcer sur l'opportunité de la décision attaquée, ce qui excède sa compétence, et d'autre part, n'étaye en rien sa critique relative au caractère disproportionné de la décision, se limitant à cet égard à une affirmation vague. Cette critique ne peut donc être retenue.

3.1.8. La motivation du premier acte entrepris n'est en conséquence pas utilement contestée par la partie requérante, qui se borne pour l'essentiel à en prendre le contre-pied et tente d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis.

3.1.9. Il résulte des constats qui précèdent que le premier moyen ne peut être accueilli.

### **3.2. En ce qui concerne le second acte attaqué**

3.2.1. Sur le deuxième moyen dirigé contre le second acte litigieux, le Conseil relève que la partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir motivé cet acte s'agissant notamment de sa vie privée, au regard de l'article 8 de la CEDH.

3.2.2. Le Conseil observe à ce propos qu'il ressort de la demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, ayant donné lieu aux actes attaqués, que la partie requérante avait invoqué l'existence d'une vie privée en Belgique.

3.2.3. Le Conseil rappelle que l'article 7, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, a été modifié par différentes lois qui visent à assurer la transposition partielle de la Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

L'article 20 de la même loi du 19 janvier 2012 a inséré, dans la loi précitée du 15 décembre 1980, un article 74/13, libellé comme suit :

*« Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné ».*

Par ailleurs, l'article 6.4 de la Directive 2008/115/CE susvisée prévoit que la partie défenderesse conserve la faculté de privilégier la voie de la régularisation de séjour « *pour des motifs charitables, humanitaires ou autres* », et le considérant 6 de ladite directive prévoit que « *conformément aux principes généraux du droit de l'Union européenne, les décisions prises en vertu de la présente directive devraient l'être au cas par cas et tenir compte de critères objectifs, ce qui implique que l'on prenne en considération d'autres facteurs que le simple fait du séjour irrégulier* ».

Il résulte de ce qui précède que si la partie défenderesse doit, dans certains cas déterminés à l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, délivrer un ordre de quitter le territoire à tout ressortissant d'un pays tiers se trouvant sur le territoire belge en séjour irrégulier, cette obligation ne doit pas s'entendre comme s'imposant à elle de manière automatique et en toutes circonstances.

Ainsi, à supposer que l'étranger séjourne de manière irrégulière sur le territoire, le caractère irrégulier du séjour ne saurait en tout état de cause suffire à lui seul à justifier la délivrance d'un ordre de quitter le territoire sans que d'autres éléments soient pris en compte.

Il s'ensuit que la partie défenderesse n'est pas dépourvue en la matière d'un certain pouvoir d'appréciation.

Dès lors que, d'une part, l'autorité est tenue, en vertu de son obligation de motivation formelle, d'exposer dans l'acte administratif les motifs de fait et de droit qui le fondent et que, d'autre part, elle doit notamment avoir égard, lors de l'adoption d'un ordre de quitter le territoire, au respect des droits fondamentaux, il lui appartient d'expliquer comment elle a procédé à ce respect en motivant formellement ledit acte à cet égard (en ce sens : CE, arrêt n°253 942 du 9 juin 2022).

3.2.4. Or, en l'espèce, le Conseil constate, à l'instar de la partie requérante, que la partie défenderesse n'a pas motivé le deuxième acte attaqué en ce qui concerne la vie privée que la partie requérante avait invoquée dans sa demande au titre de l'article 8 de la CEDH.

3.2.5. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse s'interroge sur l'intérêt de la partie requérante dès lors qu'elle s'abstient d'expliquer quel élément relevant d'un des critères visés à l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 aurait été de nature à empêcher la partie défenderesse de prendre le second acte attaqué et que celui-ci a été précédé d'une décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Or, ainsi qu'il ressort des précisions indiquées ci-dessus, les droits fondamentaux ne concernent pas exclusivement les éléments dont il doit être tenu compte en vertu de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, mais également la vie privée protégée par l'article 8 de la CEDH, et la base légale de l'obligation de motiver le second acte attaqué, en tenant compte de la vie privée alléguée de la partie requérante, réside essentiellement dans l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et force est de constater que cette disposition est bien visée au moyen concerné.

S'agissant de la référence à la motivation de la décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour, soit la première décision entreprise, elle n'est pas pertinente dans la mesure où le Conseil d'Etat a indiqué, dans son arrêt n° 253.942 du 9 juin 2022, au terme d'un raisonnement auquel le Conseil se rallie, qu'« un ordre de quitter le territoire a une portée différente de celle d'une décision d'irrecevabilité de séjour. En statuant sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la partie adverse se prononce quant au point de savoir si l'étranger peut se prévaloir de circonstances justifiant qu'il forme sa demande de séjour en Belgique et non dans son pays d'origine. Sa décision ne porte pas sur l'éloignement du requérant. Dès lors qu'un ordre de quitter le territoire a une portée juridique propre et distincte d'une décision d'irrecevabilité de séjour, cet ordre doit faire l'objet d'une motivation spécifique et la circonstance que la partie adverse ait motivé la décision d'irrecevabilité de séjour au regard des critères de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, ne la dispense pas de motiver l'ordre de quitter le territoire eu égard à la portée qu'a cette mesure » (le Conseil souligne).

Les objections formulées par la partie défenderesse dans sa note d'observations ne peuvent dès lors être retenues.

3.2.6. Il résulte de ce qui précède que cet aspect du second moyen, en tant que dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, est fondé, dans les limites exposées ci-dessus, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, ce qui doit conduire à l'annulation du deuxième acte attaqué.

#### **4. Débats succincts.**

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'ordre de quitter le territoire, pris le 7 septembre 2022, est annulé.

**Article 2**

La requête en annulation est rejetée pour le surplus.

**Article 3**

Il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-et-un septembre deux mille vingt-trois par :

Mme M. GERGEAY,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

M. GERGEAY